

« Conquérir ou mourir »

Ethnographie sur la mobilisation politique des vétérans de la « guerre contreterroriste » au Pérou.

« Conquer or die » Ethnography on the political mobilization of veterans of the "counter-terrorist war" in Peru.

16 mai 2022

Auteur

Carla Granados Moya

IHEAL – CREDA Université Sorbonne Nouvelle

carla.granados@sorbonne-nouvelle.fr

Type de publication

Récit de terrain

Lien DOI

<https://doi.org/10.48728/antipodes.220113>

Citer cet article

Carla Granados Moya. « Conquérir ou mourir » Ethnographie sur la mobilisation politique des vétérans de la « guerre contreterroriste » au Pérou.. *Antipodes, Annales de la Fondation Martine Aublet*. 16 mai 2022. <https://doi.org/10.48728/antipodes.220113>

RESUME / ABSTRACT

En utilisant des méthodes ethnographiques et historiques, ce récit de terrain décrit empiriquement les principales caractéristiques du discours politique exprimé par les vétérans de la « guerre contreterroriste » péruvienne dans la période post-conflit. Ce discours révèle l'imbrication de la mémoire de la violence d'État après qu'ils ont été victimes d'un recrutement forcé et, en même temps, la politisation de l'expérience de guerre issue de la participation à une guerre fratricide. Dans ce sens, il fait entendre les voix des vétérans de rang inférieur : sergents, caporaux et soldats, pour la plupart d'origine indigène et de langue maternelle autochtone, qui ont combattu et participé de manière décisive à la défaite du Sentier Lumineux et du Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA), qui, entre les années 1980 et 1993, menaçaient de renverser le système démocratique, de détruire l'État péruvien en cherchant à imposer une nouvelle forme de gouvernement.

Ce récit a été réalisé à partir d'une expérience de terrain dans le cadre des manifestations publiques que les anciens combattants ont eux-mêmes organisées entre 2018 et 2019 dans le but d'exiger que le parlement reconnaisse et fasse respecter leurs droits en tant que vétérans de guerre. Grâce à la technique de l'observation participante et des entretiens, cette description ethnographique s'attache à saisir le sens et la signification qui sous-tendent leurs histoires, les langages symboliques présents dans chacune de leurs performances.

Using ethnographic and historical methods, this field account empirically describes the main characteristics of the political discourse expressed by veterans of the Peruvian « counterterrorist war » in the post-conflict period. This discourse reveals the intertwining of the memory of state violence after being victims of forced recruitment and, at the same time, the politicization of the war experience following participation in a fratricidal war. In this way, it reveals the voices of low-ranking veterans: sergeants, corporals and soldiers, mostly of indigenous origin and language, who fought and participated

decisively in the defeat of the Shining Path and the Túpac Amaru Revolutionary Movement, which, between the 1980s and 1990s, threatened to overthrow the democratic system, destroy the Peruvian state and impose a new form of government.

The field narrative was conducted in the context of the public demonstrations that the veterans themselves organized between 2018 and 2019 with the aim of demanding that the parliament recognize and enforce their rights as war veterans. Through the technique of participant observation and interviews, this ethnographic description focuses on capturing the meaning and significance underlying their stories, the symbolic languages present in each of their performances.

MOTS-CLEFS / KEYWORDS

Anciens combattants , Conscrits , Guerre contreterroriste , Mémoire , Recrutement forcé

Conscrits , Counter Terrorist War , Forced recruitment , Memory , Veterans

TEXTE INTEGRAL

Introduction

Le 12 septembre 2019, plus de trois mille anciens combattants se sont rassemblés lors d'une journée de protestation devant le Congrès de la République du Pérou en plein centre historique de Lima. Comme par le passé, ils étaient arrivés en provenance de différentes régions du pays, convoqués par la Confederación Nacional de Licenciados de las Fuerzas Armadas del Perú (CONLIFAP) (*Confédération nationale des anciens conscrits des forces armées péruviennes*¹). Cette fois-ci leur but était d'exiger du Congrès la promulgation de la loi 1169-2016-CR qui devait leur accorder des compensations financières et les reconnaître comme "Défenseurs de la démocratie"².



Fig. 1 : Conscrits Ex-combattants participant à la journée de protestation devant le Congrès de la République du Pérou.

Cliché: C. Granados (Lima, septembre 2019).

Les manifestants étaient, pour la plupart des hommes d'origine andine et amazonienne âgés de 35 à 55 ans. Malgré leur apparence modeste — laissant voir leur pauvreté, dans de nombreux cas extrême — ils avaient dépensé pour l'occasion et portaient des vêtements militaires décorés de messages intimidants. « *Mort au traître* », « *Je mérite le ciel parce que je viens de l'enfer* », « *Conquérir ou mourir* » faisaient partie, parmi d'autres, des slogans et des symboles de guerre leur donnant l'apparence d'une armée prête au combat.



Fig. 2 : Inscription sur le vêtement d'un ancien combattant qui a participé à la journée de protestation et sur laquelle on peut lire : "Mort au traître".

Cliché: C. Granados (Lima, septembre 2019).

À l'aide de mégaphones ils se sont présentés, en pleine rue, comme les soldats du service militaire obligatoire ayant défendu l'État péruvien lors de la "guerre contreterroriste" des années 1980-1990, en faisant référence au "conflit armé interne"³. Ils revendiquaient également, d'une part, le mérite d'avoir rendu possible la défaite militaire du *Sentier Lumineux* et du *Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru*, et d'autre part, le fait que, grâce à cette victoire, ils avaient "restauré la démocratie et ramené la paix dans le pays", des biens immatériels dont bénéficie aujourd'hui toute la société péruvienne sans que, pour autant, "personne" ne les en remercie. Ils ont dénoncé en outre avoir été trahis par l'État : aucun gouvernement ne les ayant pris en charge, sans aide, ils n'ont pas pu surmonter les multiples séquelles physiques et psychiques qui les ont condamnés à la misère dans l'après-guerre.

Nous avons rempli notre carnet tout au long de 8 heures d'observation, d'interviews et de captures photographiques le jour-même, avec des multiples données qui sont venues s'ajouter à d'autres travaux de terrain préalables⁴. L'expérience de cette journée nous a permis de dégager trois idées fortes rendues évidentes par le caractère profondément militarisé de l'organisation des ex-combattants lors de la manifestation. Ces derniers, malgré le fait d'être des civils, étaient émotionnellement unis par la lutte pour leurs revendications en tant que "vétérans de guerre"⁵ et par l'intérêt de "veiller" sur l'orientation démocratique des pouvoirs publics en exercice. Ils partageaient une formation militaire commune et une expérience de la guerre dont les codes leur permettaient de maintenir entre eux une communication et une discipline efficaces ; enfin,

l'associationisme avait progressivement favorisé leur recomposition en tant que communauté, après avoir été dispersés pendant trente ans, soit depuis la fin de la guerre. Une quatrième idée m'est venue à l'esprit mais ce n'était encore, à ce moment-là, qu'une intuition.

La réutilisation et la réinterprétation du langage guerrier hérité de la "guerre contreterroriste"⁶, présents lors des mobilisations politiques — comme ce jour de protestation —, ne pouvaient se réduire à une simple performance de mémoire. Nous voulions comprendre leur re-signification dans le contexte démocratique actuel du pays. Bien que les anciens combattants aient voulu être reconnus comme des "héros de la démocratie et de la paix", pourquoi ont-ils paradoxalement décidé de se présenter devant la société et face à l'État comme une armée sur le sentier de la guerre ? Qui était l'ennemi maintenant ?

La guerre contre le terrorisme

Il est certain qu'au début des années 1980, les organisations communistes du *Sentier Lumineux* et du *Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru* ont pris les armes contre l'État péruvien par le biais d'attentats terroristes des plus sanglants, dans le but de renverser l'ordre démocratique et d'imposer une nouvelle forme de gouvernement grâce à une révolution qui était censée mettre fin aux inégalités sociales. En réponse à cet affront et face à la vague incontrôlable d'actions terroristes, l'État péruvien a décidé, fin 1982, de militariser de son côté le conflit. Cette décision a été adoptée, deux ans après le premier attentat terroriste du début de l'année 1980, après que le Sentier Lumineux est passé d'une organisation politique à la clandestinité pour déclarer de l'ombre sa "lutte armée" contre l'État péruvien et justifier ainsi les "quotas de sang" perpétrés par ses armées de guérilla populaire, qui ont fini par instaurer la peur et la terreur dans la société péruvienne. L'État a donc jugé nécessaire d'organiser sa défense et a ordonné le déploiement de ses forces armées dans les zones déclarées en état d'urgence avec pour mission de rétablir l'ordre et le gouvernement local, mais, fondamentalement, avec la mission de "détruire" l'"ennemi intérieur" [1].

Cependant, la militarisation du conflit ordonnée par l'État a non seulement impliqué une présence militaire massive dans tout le pays, mais elle a également eu un caractère fatalement "inclusif". Elle a effectivement donné lieu au déploiement d'une vaste "mobilisation nationale", principalement par l'armée qui, par volonté ou par la force, a amené à un grand nombre à prendre les armes pour la "défense de la démocratie" et la "pacification nationale", en majorité des membres de la population indigène, exclue et dispersée dans toutes les régions du territoire national.

Dès le début des affrontements armés avec les groupes terroristes, la société péruvienne a été prise dans un maelström de violence interne, de terreur contre la terreur qui a duré près de deux décennies, s'étendant depuis Ayacucho (l'épicentre du conflit) au centre-sud des Andes (et, plus tard, à la Haute Amazonie) jusqu'à couvrir la quasi-totalité du territoire national au début des années 1990. Parvenu à son terme en 2000 avec la victoire de l'État, après l'action décisive des comités d'autodéfense ⁷, le conflit a laissé un bilan déchirant avec plus de 69 000 morts, 20 000 disparus, 227 000 victimes de violations des droits de l'homme et une génération perdue d'environ un demi-million d'ex-combattants marqués par la guerre et complètement abandonnés par l'État. [2].



Fig. 3 : Ruines de bases militaires contreterroristes visitées lors du travail de terrain dans les régions les plus déchirées par la guerre (2019-2020).



Fig. 4 : Ruines de la base militaire contreterroriste de Razuwilka (Ayacucho, Pérou), construite en 1986. Cliché: C. Granados (Lima, septembre 2019).

La mémoire de la violence d'État contre les hommes d'origine indigène

Le discours héroïque brandi par les ex-combattants au début de la manifestation du 12 septembre devant le Congrès s'estompait au fil des heures. Assis sur un trottoir froid, attendant les nouvelles venant de l'intérieur de la plénière, les ex-combattants nous racontaient comment ils étaient devenus des "soldats contreterroristes". Des histoires qui ont toutes commencé avec pour dénominateur commun la violence d'État. Loin de se présenter comme des recrues volontaires, la grande majorité avait été victime de la « *leva* » (la conscription forcée, du verbe « lever » qui signifie lever des gens pour la guerre.) [3]. Une procédure étatique de recrutement forcé pratiquée au Pérou depuis la fin du XIXe siècle et qui, pendant la "guerre contreterroriste", a atteint des niveaux de cruauté extrême :

Il a été enfermé dans la base [militaire] et n'a pu être vu par ses proches que deux semaines plus tard, [il a été] soumis à des mauvais traitements et à la torture pendant cette période, il a reçu des chocs électriques, il a été semi-asphyxié dans un récipient d'eau et s'est même fait insérer un bâton dans l'anus. [4]

Comme ces anciens combattants, des milliers d'enfants, d'adolescents et de jeunes, pour la plupart d'origine et de langue maternelle indigène, analphabètes et en situation d'extrême pauvreté, âgés de 14 à 25 ans, ont été victimes de la "*leva*" en vertu de l'application arbitraire et discriminatoire du décret législatif n° 264, "*Loi sur le service militaire obligatoire*", approuvée le 8 novembre 1983 et restée en vigueur jusqu'en 1998⁸. Cette norme est devenue à cette époque l'instrument par excellence d'une "biopolitique" étatique [5] qui a permis le renouvellement efficace des forces armées grâce à des contingents successifs, permettant d'obtenir des centaines de milliers de corps humains pour la guerre. Ils constituaient alors environ 70 % des troupes de l'armée péruvienne chargées de mener le combat, et occupaient les grades les plus bas de la hiérarchie militaire : sergents, caporaux et soldats (ce qu'on appelle en français le « hommes du rang »).

La politisation de l'expérience de la guerre

Ces milliers d'ex-combattants attroupés devant le Congrès de la République, et bien surveillés par la police, bouleversaient le paysage civique qui habituellement se déploie face au siège parlementaire. En réalité, cela faisait près de deux décennies que les militaires avaient disparu des rues de la ville, en contraste avec leur omniprésence quotidienne pendant la guerre. Ceci explique le regard particulièrement étonné des passants. En fin d'après-midi, après plus de 8 heures de sit-in, leur pression pour que l'assemblée plénière du Congrès débute un nouveau débat sur la loi 1169-2016-CR avait échoué. La nouvelle a exacerbé leur humeur violente :

« Nous avons vaincu les traîtres de la patrie et mis fin au terrorisme ! Si le congrès ne défend pas ses défenseurs ?... Alors, nous n'avons pas le choix : nous devons le brûler ou le détruire ! C'est aujourd'hui le jour ! Nous n'avons plus peur ! Ne pouvons-nous pas nous débarrasser des membres de l'assemblée, de la classe politique qui se moquent de nous ? Ce sont eux les vrais traîtres, les véritables terroristes ! »⁹.

Ces expressions effrayantes sont alors devenues l'indicateur le plus marquant de ce travail de terrain. La doctrine militaire contreterroriste apprise dans les casernes et cruellement mise en pratique pour mettre fin à "l'ennemi intérieur" n'avait pas été démantelée dans leur subjectivité. Le langage de la guerre était utilisé à nouveau mais, cette fois-ci, dans le contexte de la démocratie et contre celle-ci.

L'endoctrinement auquel les ex-combattants ont été soumis pendant la guerre a produit des traumatismes qui n'ont pas encore été étudiés au Pérou. La haine envers la classe politique et, plus largement, envers un État qui les a trahis et abandonnés est évidente et s'exprime ouvertement, mais entremêlée à une « culpabilité » dérivée de la déshumanisation à laquelle ils ont été contraints de collaborer :

*« Chacun plongeait le couteau dans le corps du terruco (terroriste). J'ai aussi planté le couteau près de l'abdomen, c'était la première fois, j'ai vu le sang jaillir, avec de la mousse. Puis nous l'avons emmené aux toilettes. Là, l'officier supérieur l'a coupé comme un bélier. Il nous a dit : « Goûtez au sang du terruco (terroriste) ! ». Mais alors que nous essayions de boire avec dégoût, il nous a rempli la bouche de sang. Et, [une fois nos joues gonflées de sang comme un ballon], il nous a frappé au visage [en criant] : « **Merde, ballon !** » (...) Deux nuits, nous avons dormi avec le terruco (terroriste) démembré. Il [son cadavre] a touché ma jambe, il [son cadavre] a touché (la tête d'un autre). Les anciens soldats surveillaient ce que nous faisons. Puis nous avons jeté les membres dans les eaux de la rivière. La scène macabre s'est terminée dans l'impuissance, avec noeud dans la gorge. Nous nous sommes regardés. Nous nous sommes demandé : « Que pouvons-nous faire ? » Rien ! Obéir, tout simplement ! » [6]*

Apprendre à dénationaliser et à déshumaniser l'"ennemi intérieur" impliquait un processus de domestication

militaire de leurs corps (hyper-masculinisation, brutalisation et animalisation) qui les transformait en soldats capables de "banaliser" [7] la mort du "traître de la patrie" et même capables d'éprouver du "plaisir" à le dévorer. « *Comme des démons que nous étions devenus, comme des animaux que nous étions devenus, ils nous ont renvoyés chez nous. Ils nous ont obligés à nous entretuer entre frères à cause de l'État* », répondit impuissant un ex-combattant d'origine quechua arrivé à la manifestation et dont la voix tremblante résonnait alors que l'on pouvait percevoir la rage avec laquelle il mordait dans les feuilles de coca qu'il tenait dans sa bouche : « *Sans savoir lire, écrire ou parler l'espagnol **que nous ne parlions pas à l'époque**, que pouvions-nous faire ? Nous ne pouvions pas nous enfuir, ils disaient qu'ils allaient nous tuer comme des traîtres, il n'y avait pas de justice pour nous !* ».



Fig. 5 : Anciens combattants d'origine quechua participant au débat sur le résultat de la manifestation.

Cliché : C. Granados (Lima, septembre 2019).

La désertion comme l'omission, en temps de guerre, pouvait coûter, et souvent coûtait la vie. Cela est effectivement arrivé à des milliers de soldats. Ils constituaient, par ailleurs, des crimes qui, à l'époque, étaient punis de mort civile¹⁰. Si, à la fin du XXe siècle, ces Péruviens n'avaient pas encore été reconnus comme citoyens au sein de la communauté politique nationale en raison du racisme ambiant qui pesait sur leur origine indigène et, pour la plupart d'entre eux, également sur leur condition d'illettrés, ils ne pouvaient pas se laisser « tuer » deux fois. Par conséquent, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de la guerre, ils ne pouvaient se débarrasser de leur devoir, « obligatoire », de « Servir la Patrie », souvent la seule façon d'accéder à leurs droits de citoyens. Dans ce dilemme tragique, ils sont devenus à la fois victimes et bourreaux.

Cette citoyenneté forgée par la violence d'État et l'expérience de la guerre "contreterroriste" permet, à notre avis, de comprendre la nature du mouvement des anciens combattants qui a émergé au Pérou ces dernières années et qui gagne, de jour en jour, de l'importance. Pendant que la démocratie au Pérou, déjà fragile, continue de se dégrader, la politisation croissante de l'expérience de la guerre que les ex-combattants promeuvent libère les "démons" engendrés par le conflit fratricide. En poursuivant leur recherche de justice, ils peuvent rendre la paix sociale insoutenable ; une raison de plus pour l'étudier.



Fig. 6 : Anciens combattants enrégés qui ont participé à la manifestation, où il est possible de voir aussi les drapeaux utilisés pour identifier leurs lieux de service et de combat pendant la guerre. Cliché : C. Granados (Lima, septembre 2019).

Réflexions en guise de conclusion

En contraste avec le nombre impressionnant d'anciens combattants qui ont réussi à survivre à la "guerre contreterroriste" (environ un demi-million), très rares sont les études que ce groupe social ont suscitées dans le milieu académique péruvien. De même, reste négligée la recherche autour de l'expérience de la guerre, que ce soit au niveau individuel ou collectif, de ses effets émotionnels et politiques et, en particulier, de ceux dont le vécu a commencé par le recrutement forcé, comme ce fut le cas pour la plupart des conscrits d'origine et de langues autochtones. Vingt-deux ans après la fin du conflit, des questions telles que l'intervention des civils conscrits pendant la guerre - généralement sous-estimée les réduit au rôle de "perpétrateurs" - ou leur situation d'après-guerre en tant qu'anciens combattants sont complètement laissées de côté lors des grands débats publics et universitaires sur ce processus historique.

Le monde de ces "perpétrateurs" institue donc une frontière, une limite que très peu de chercheurs osent franchir. L'engagement moral suprême en faveur de la revendication des victimes innocentes qui ont été la proie de la vague vorace de violence interne que le Pérou a connue entre les années 1980 et 1990, a relégué et même nié les anciens combattants, la figure du "perpétrateur" servant d'alibi pour les mettre hors champs ou les passer sous silence dans l'analyse historique et anthropologique.

Les dichotomies tranchantes : victime - perpétrateur / civil - militaire, catégories de la justice transitionnelle, ont eu tendance à empêcher les voix des vétérans de la "guerre contreterroriste", qui se situent dans l'entre-deux, d'être entendues, en particulier celles qui occupaient les rangs les plus bas de la hiérarchie militaire. Cela a limité une compréhension plus large de leur place et de leurs actions au cours du conflit, étant donné qu'ils incarnent souvent les quatre conditions à la fois. D'où la nécessité de problématiser ces dichotomies pour, sans doute, permettre une compréhension plus large de la violence vécue et produite pendant la guerre, mais, aussi, de déterminer comment la mémoire de cette violence catalyse l'activisme politique de ces vétérans dans la période d'après-guerre, ce qui est la question principale qui sous-tend ma recherche.

À la fin des deux années de service militaire obligatoire, les conscrits qui ont survécu à la guerre ont dû "retourner" à la vie civile sans "quitter" la guerre elle-même, c'est-à-dire qu'en l'absence de politiques publiques pour accompagner leur démobilisation et leur reconversion, ils ont été exclus des processus de

réparation et leurs exigences restent en suspens jusqu'à aujourd'hui. Chaque ancien combattant a ainsi été "réincorporé" dans la société tout en souffrant des multiples séquelles, physiques et psychologiques, que la guerre a inscrites sur leur corps et ancrées dans leur mémoire avec aussi bien les souvenirs des violences subies que ceux des atrocités commises par et contre leurs propres compatriotes.

Si les vétérans de la "guerre contreterroriste" restent éparpillés aux quatre coins du pays, ils sont aujourd'hui organisés autour d'associations autogérées qui les accueillent. Ils restent jeunes, puisque la tranche d'âge la plus représentée varie entre 35 et 55 ans. Ils incarnent la génération de la guerre envoyée par l'État pour endurer la guerre : des enfants, des adolescents et des jeunes Péruviens nés entre 1965 et 1985, issus des zones rurales et urbaines les plus pauvres et les plus historiquement exclues du pays.

Étudier ce groupe et préparer la rédaction de ce récit m'ont, inévitablement, exposée à des situations à risque propres à un terrain aussi sensible à aborder. Traverser le monde militaire depuis les sciences sociales et la condition "d'être une femme" a posé, et continue de le faire, d'énormes défis, théoriques et méthodologiques, à ma recherche. L'histoire militaire et l'histoire de la guerre au Pérou restent des domaines d'étude dominés par une communauté universitaire, militaire et civile, masculine et, d'autre part, le fait de construire une 'histoire de la "guerre contreterroriste" menée par l'État contre les organisations communistes du *Sentier lumineux* et du *Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru*, racontée au moyen des voix d'ex-combattants conscrits, reste une histoire et une mémoire inconfortables qu'on a tendance toujours à vouloir réduire au silence.

Remerciements

Cette recherche a bénéficié du soutien financier de la Fondation Martine Aublet (2019), sans lequel ce travail de terrain n'aurait pas été possible. L'un des objectifs de la recherche étant la décentralisation de l'histoire et de la mémoire de la « guerre contreterroriste », cette aide financière nous a permis de séjourner dans les cinq régions du pays les plus affectées par le conflit, de visiter les ruines des bases militaires abandonnées et de reconstruire in situ le paysage de la guerre avec le soutien des vétérans survivants qui sont restés vivre dans les lieux où ils ont combattu. Cette recherche a également bénéficié du soutien financier de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (2020), du Ministère des Armées (2019-2021) et de l'Institut Français d'Études Andines (2021), ce qui a permis de poursuivre les autres étapes de la recherche.

Notes

1. Cette organisation a été fondée en 2016 par les associations d'anciens combattants comme plate-forme de lutte pour la revendication de leurs droits. Aujourd'hui, elle dispose d'antennes dans tous les départements du pays.
2. Depuis le rétablissement du système démocratique en 2000, les anciens combattants ont présenté - avec le soutien de divers parlementaires - d'innombrables projets de loi pour obtenir leurs droits de vétérans de guerre. Cependant, la seule norme juridique en vigueur qui leur offre une reconnaissance symbolique, mais non financière, est la loi n° 29960, qui modifie la loi 29031 laquelle, à son tour, institue la *Commémoration des défenseurs de la démocratie* et crée la distinction correspondante (publiée dans le *Diario El Peruano* le 12 décembre 2012).
3. Bien que le "conflit armé interne" soit la catégorie juridique établie par la *Commission Vérité et Réconciliation* pour désigner la période durant laquelle l'État péruvien a fait face à la subversion promue par le *Sentier Lumineux* et le *Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru* entre 1980 et 2000, cette définition continue d'être contestée dans les domaines juridique, politique, idéologique, entre autres.
4. Entre 2018 et le début de 2020, des dizaines d'entretiens ont été réalisés avec d'anciens soldats combattants membres de la CONLIFAP, ainsi qu'autour de manifestations publiques convoquées par cette organisation; les dossiers ethnographiques correspondants ont été également préparés. Nous avons par ailleurs visité différentes bases militaires contreterroristes à Ayacucho (Razuwilka, Vilcashuamán et Accomarca) ; Huánuco (Llata, Naranjillo) ; Huancavelica (Tayacaja) ; Piura (Sondorillo) ; Lima (Barranca). En tant qu'observateurs, nous avons participé aux réunions de direction des juntas de quartiers émergents (établissements humains précaires, récemment habités) fondés par d'anciens soldats combattant à Ayacucho (Huamanga) et à Lima (Lurín). Enfin, nous avons effectué une scrupuleuse recherche d'archives dans les principaux centres de documentation du pays qui disposent de fonds sur ce groupe social d'étude.
5. Cette qualification n'a néanmoins jamais été accordée à d'anciens combattants ayant participé à la guerre

contreterroriste ; seuls les anciens combattants ayant participé à des conflits extérieurs, tels que les conflits militaires contre l'Équateur en 1941, 1981, 1992 et 1995, l'ont reçue.

6. Bien que ce soit la dénomination militaire du conflit armé interne péruvien, compris à partir du paradigme militaire comme un processus de guerre, elle est utilisée non seulement pour faire référence à la période où les militaires ont combattu au corps à corps contre les membres du *Sentier Lumineux* et du *Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru* entre 1980 et 1990, mais aussi pour mettre en évidence, à partir de la doctrine et de la culture militaires, une certaine expérience de combat qui a marqué les subjectivités de toute une génération de membres des Forces Armées, en particulier celles de l'Armée de Terre. Car c'est l'institution militaire qui a été chargée de la principale responsabilité dans la gestion militaire du conflit et qui a également participé avec le plus grand nombre de troupes.
7. Les comités d'autodéfense, mieux connus sous le nom de "rondas campesinas", ont été créés au début des années 1980 comme réaction, à la suite d'actions terroristes. La population indigène paysanne s'est organisée autour de ces comités pour coordonner et exécuter des actions de sécurité locales, principalement dans les zones rurales les plus pauvres et les plus négligées du pays. En alliance avec l'État, qui leur a fourni des armes au début des années 1990, leurs membres ont participé de manière décisive, aux côtés de l'armée, à la lutte contre les groupes subversifs et à leur défaite.
8. Face aux innombrables plaintes de violations des droits de l'homme dues au recrutement forcé, en 1998, la Commission de la défense, de l'ordre intérieur et du renseignement du Congrès de la République a convoqué le ministre de la défense de l'époque, dans le cadre des discussions concernant divers projets de loi présentés pour abolir la pratique de la "leva", ce qui s'est finalement produit avec la promulgation de la loi n° 6989 de 1998, qui, après 18 ans, a mis fin à l'assujettissement de milliers d'hommes péruviens principalement d'origine indigène.
9. Anonyme. Ex-combattant, membre de la Confederación Nacional de Licenciados de las Fuerzas Armadas del Perú (Confédération nationale des anciens conscrits des forces armées du Pérou). Note de terrain réalisée à Lima le 12 septembre 2019.
10. Selon le décret législatif n° 264 : "Loi sur le service militaire obligatoire (1983), les Péruviens "en âge militaire" qui ne sont pas inscrits au registre militaire — comme c'est le cas de l'écrasante population indigène —, ont des droits de citoyenneté limités, et ne peuvent pas obtenir de documents d'identité, accéder à l'éducation, au travail, ni exercer quelconque fonction politique, etc.

Références bibliographiques

[1] *Comisión Permanente de Historia del Ejército del Perú. En Honor a la Verdad. Versión del Ejército sobre su participación en la defensa del sistema democrático contra las organizaciones terroristas. Segunda Edición.* Lima: CPHEP; 2012.

[2] *Consejo de Reparaciones - Registro Único de Víctimas. Memoria Institucional. Todos los nombres. Consejo de Reparaciones 2006 - 2018. Segunda Edición.* Lima: Consejo de Reparaciones - Ministerio de Justicia y Derechos Humanos; 2018.

[3] *Informe sobre las levas y el Servicio Militar Obligatorio.* Defensoría del Pueblo, Lima; 1997.

[4] *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos. El Servicio Militar Obligatorio y las levas en el Perú.* Lima: CCNDDHH; 1998.

[5] Foucault M. *Nacimiento de la Biopolítica.* Curso de Collège de France (1978-1979). Traducido por Horacio Pons. Madrid: AKAI; 2016.

[6] Gavilán L. *Carta al teniente Shogún.* Lima: Penguin Random House; 2019.

[7] Mosse GL. *Soldados Caídos. La transformación de la memoria de las guerras mundiales.* Traducido por Ángel Alcalde. Zaragoza: Presas de la Universidad de Zaragoza; 2016.
